



Pour Dominique Neige, de la société Pollen, Jonathan Zehr, Dominique Streicher et Léonard Lux, membres du GIE (de g. à dr.), l'idéal serait de couvrir l'ensemble des demandes arrivées au GIE.

Hilroy

Grand-Est Achat groupé de drêches

Le groupement d'intérêt économique (GIE) Les Éleveurs de l'Est veut assurer à ses membres un approvisionnement en drêches de brasserie à un tarif préférentiel.

« Il y a dix ans, la tonne de drêches à 20 % de MS me revenait à 25 €. En 2018, elle a atteint un pic de 60 €. Ce n'était plus tenable », constate Dominique Streicher, producteur de lait à Hilsenheim (Bas-Rhin) et cofondateur du GIE Les Éleveurs de l'Est avec 11 collègues. En 2019, le GIE entreprend de frapper à la porte des grands groupes. Les premiers refus ne découragent pas ses responsables. « Les brasseurs n'étaient pas conscients du décalage existant entre l'image d'acteur économique responsable qu'ils souhaitaient donner et un marché rendu spéculatif par des opéra-

teurs voulant s'arroger un monopole de commercialisation et n'hésitant pas à transporter des drêches très loin pour créer localement une pénurie. Nous leur avons expliqué cette réalité et argumenté sur la pertinence de favoriser le circuit court et une empreinte carbone réduite », explique Jonathan Zehr, président du GIE, pour qui « le collectif permet de se réapproprier l'accès à ces

EFFET GALACTOGÈNE

Certains producteurs de lait incorporent 5 % de drêches à leur ration. Dominique et Guy Streicher, du Gaec Kleinfeld, montent à 9 % : « Leur effet galactogène stimule la production. » Ils estiment ce gain entre 2 et 3 l bruts/j/vache avec une légère baisse du TB. Leurs 120 holsteins affichent 13 300 l de moyenne au contrôle laitier.

coproduits ». Le brasseur Kronenbourg a été sensible à ce discours. Pour 2021, il a contractualisé 5 500 t de drêches issues de son site d'Obernai (1) avec le GIE à un tarif non divulgué. « Nous voulons participer à l'économie locale. Ce contrat a vocation à durer. Nous sommes prêts à étudier la contractualisation de volumes supplémentaires », indique Philippe Collinet, directeur de la communication de l'entreprise.

Des demandes à 40 000 t

Des disponibilités supérieures seraient les bienvenues. Car 170 détenteurs de bovins lait, mais aussi viande, localisés dans le Bas-Rhin, en Moselle, Meurthe-et-Moselle et Vosges, ont déclaré leurs besoins sur le site du groupement (leseleveursdelest.fr). À la mi-mars, ils dépassent les 40 000 t.

Le GIE a pris contact avec d'autres brasseurs. Son objectif est que l'achat groupé aboutisse à livrer des drêches dans une fourchette de prix de 38-42 €/t (rendu ferme). Il a pris des parts dans la société Drêches Franquin pour disposer d'une interface juridique qui lui permet de piloter une activité, dont la gestion sur le terrain a été confiée à la société Pollen, un intervenant historique sur le marché des coproduits, spécialiste de la nutrition et du

mélange de ration à la ferme. **HENRI ROY**
(1) Cette brasserie, la plus grande d'Europe, propriété de Carlsberg, produit quelque 80 000 t de drêches/an.

Normandie Foncier : la compensation collective se régionalise

C'est une première en France à l'échelle régionale. La Normandie est en passe de se doter d'un groupement d'intérêt public (GIP) de compensation collective agricole. Cette entité, dont l'association de préfiguration a été constituée le 26 mars à Caen, aura pour mission de structurer et de faciliter les projets de compensation d'intérêt général agricole. Elle associe dans un premier temps la chambre régionale d'agriculture, le conseil régional, la Safer et la communauté d'agglomération de Caen-la-Mer. Le futur GIP a déjà identifié 4,5 millions d'euros de compensation liés à l'emprise sur le foncier agricole de projets en cours. La compensation collective agricole est effective depuis 2016. À la suite de l'étude d'impact, le maître d'ouvrage doit compenser le préjudice éventuel sur l'économie agricole du territoire par des mesures créatrices de valeur ajoutée agricole. Les sommes sont évaluées au cas par cas entre 1,35 et 2 € par mètre carré selon le potentiel agronomique des terres.

Loiret 60 000 pneus recyclés

Belle réussite pour la première collecte de pneus du Loiret avec Ensivalor. Ce dispositif permet de baisser les coûts de collecte pour les agriculteurs : de 300 € en individuel à 75 €/t TTC en groupement. La chambre d'agriculture, la FNSEA 45 et Alysé, une association pour le développement de l'élevage, ont ainsi récupéré 430 t de pneus, soit 60 000 pneus provenant de 57 élevages. Une autre session doit se dérouler en novembre.

Île-de-France Dynamisme pour la méthanisation

L'Île-de-France est propice à l'essor de la méthanisation. Pour preuve : de 17 unités agricoles en 2021, on devrait passer à 56 d'ici 2024. La majorité d'entre elles sont des projets collectifs situés en Seine-et-Marne, avec un système d'injection de biogaz. Les 17 600 t/an d'intrants nécessaires aux 39 nouvelles unités créées d'ici 2024 seront notamment composées à 60 % de cultures intermédiaires à vocation énergétique, à 20 % de pulpes de betterave et à 7 % d'effluents d'élevage.